

«Des voyous gouvernent le pays»

Lily Razafimbelo DR

MADAGASCAR • L'île est dirigée par une «autorité de transition» issue du coup d'Etat de 2009. Le pays va-t-il retrouver la démocratie? Interview avec une militante malgache de premier plan.



Lily Razafimbelo DR

Lily Razafimbelo fait partie des figures connues de la société civile de Madagascar. Engagée de longue date pour les droits des femmes et en faveur de la «bonne gouvernance», la professeure d'université a cofondé le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes. Ce dernier a fédéré plusieurs dizaines d'organisations, syndicats et faïtières patronales juste après le coup d'Etat de mars 2009, dans le but de faciliter un retour à la démocratie et à l'Etat de droit. Mais depuis lors, le pays semble s'enfoncer chaque jour davantage dans la crise politique. L'auteur du coup de force, Andry Rajoelina – reçu par Nicolas Sarkozy à la fin 2011 – ne semble pas vouloir lâcher les rênes du pays, en dépit de l'adoption d'une «feuille de route» en septembre dernier.

Le point avec Lily Razafimbelo, de passage à Genève à l'occasion du cinquantenaire du **Mouvement pour la coopération internationale.**

Vos espoirs de 2009 d'un retour rapide à la démocratie ne se sont pas matérialisés...

Lily Razafimbelo: Le contexte actuel est très décourageant. Aujourd'hui, nous souhaitons aller au-delà de notre objectif initial, celui de trouver une sortie à la dernière crise politique. Car il ne s'agit pas d'une situation nouvelle. Le scénario de la crise est cyclique depuis les années 1970. Il a pour cause première un problème fondamental de gouvernance dans le pays. Ceux qui se sont succédé au pouvoir ne l'ont jamais fait dans le but du bien commun, mais pour leur intérêt personnel et celui d'un petit groupe ou d'un clan.

Le dernier président, en date, le riche homme d'affaire Marc Ravalomana (2002-2009), n'a pas fait exception à la règle avant d'être renversé...

M. Ravalomana est connu pour ses dérives en matière de gestion. Il a confondu les sphères publiques et privées. Il a favorisé ses propres entreprises au détriment des

autres. Il a fortement consolidé son groupe durant sa présidence. Il a aussi accaparé les pouvoirs exécutif et législatif et a renforcé ses prérogatives présidentielles avec le référendum de 2007. Il convient toutefois de reconnaître que le pays a avancé dans certains domaines. On a assisté à des progrès en matière d'éducation, de santé et de construction de routes. La scolarisation a notamment avancé dans les campagnes, j'ai pu le constater moi-même.

Le coup d'Etat de 2009 a pourtant bénéficié d'un certain appui populaire à Antananarivo où des manifestations ont eu lieu..

Ces événements n'ont regroupé que quelques milliers de personnes, et seulement dans la capitale. C'est le soutien sans faille de l'Etat français qui a permis ce mouvement.

La France avait l'impression que ses intérêts étaient mis à mal par la politique de M. Ravalomana qui recherchait des collaborations dans d'autres pays, comme l'Allemagne, l'Afrique du Sud, les Etats-Unis ou la Chine, remettant en cause le pré carré français.

Le contexte tendu a abouti au renvoi dans son pays de l'ambassadeur français soupçonné «d'attirer le mauvais œil». Toute la presse française a procédé à un tir groupé contre le gouvernement malgache. Elle a monté en épingle deux affaires: celle du projet d'achat de terres par Daewoo à Madagascar (accaparement de terres, ndlr) et celle de l'achat d'un avion présidentiel dispendieux. M. Ravalomana n'est bien sûr pas exempt de responsabilités. Lorsque son rival Andry Rajoelina a gagné les élections de la mairie de la capitale, le président a tout fait pour lui mettre des bâtons dans les roues afin de l'empêcher d'exercer son mandat.

On connaît la suite. Andry Rajoelina a organisé un coup d'Etat. Qu'a-t-il fait depuis trois ans au pouvoir à la tête de la «Haute autorité de transition»?

Il a mis le pays à terre. Il a reproduit en pire ce qu'il reprochait à l'ancien gouvernement. Des entreprises chinoises et thaïlandaises accaparent aujourd'hui des terres à la place de Daewoo. Une partie de la famille et l'entourage de M. Rajoelina est impliquée dans le trafic de bois et de pierres précieuses.

-L'économie a plongé en raison de l'instabilité politique et de la mauvaise gestion.

- Les institutions se sont écroulées. Je ne sais pas si l'on peut encore affirmer qu'il existe un Etat à Madagascar.

Ce sont des voyous qui gouvernent le pays.

Et la justice n'est plus qu'une marionnette aux mains du pouvoir

Le plus grave, c'est la crise morale qui rejaillit sur tout. Les comportements violents sont banalisés en raison de l'exemple que leur donne les autorités.

- L'insécurité a énormément augmenté.

Depuis quatre mois, de nombreux enseignants n'ont pas été payés alors que les militaires sont grassement rémunérés pour accomplir des tâches nuisibles.

-.Six cents centres de santé de base ont été fermés depuis 2009. Dans ce contexte, je m'alarme qu'Andry Rajoelina soit soutenu par la France.

Les différentes parties en conflit ont signé une «feuille de route» en septembre, qu'en pensez-vous?

J'avais dès le départ beaucoup de réserves sur cette feuille de route car elle a été imposée de l'extérieur. Une solution ne peut venir que des Malgaches eux-mêmes. Et sa réalisation pose aujourd'hui problème: elle donne tout le pouvoir de son application aux

institutions gérées par M. Rajoelina. Et ce dernier ne montre aucune bonne volonté pour l'appliquer. Depuis septembre dernier, on n'a pas avancé.

Les élections ne sont donc pas pour demain...

Et tant mieux! Les conditions ne sont pas réunies. Non seulement, il n'y a pas de liste électorale fiable – de nombreux citoyens n'y figurent pas, d'autres y sont plusieurs fois – mais le niveau de conflictualité entre les différentes forces politiques en présence est trop importante. Aucune partie ne reconnaîtrait aujourd'hui le verdict des urnes.

Que recommandez-vous pour sortir du blocage?

Il convient retrouver un climat apaisé. Pour cela il faut que les principaux responsables politiques reconnaissent leurs erreurs, qu'ils demandent pardon au peuple, et que les victimes soient indemnisées (des dizaines de personnes ont été tuées lors des événements du 26 janvier et du 7 février 2009, ndlr).

La mise en place d'une commission vérité et réconciliation, comme prévue par la feuille de route, me semble une mesure importante. Mais seule une plus forte mobilisation de la société civile permettra le changement. Pour l'instant, celle-ci se trouve aussi divisée. La tenue d'une conférence nationale mise sur pied par la société civile serait un premier pas dans la bonne direction.

Christophe Koessler

Le Courrier / Samedi 28 avril 2012